

ÉDITORIAL

L'Europe, avec la Grèce !

Francis Sitel

LA GRÈCE, INÉLUCTABLEMENT, est repoussée aux marges de l'Union Européenne, progressivement expulsée du cercle respectable de l'euro. Trop pauvre, trop irresponsable !

Tout juste bonne à être le cobaye d'une démonstration politique : qui ne respecte pas les diktats des puissants – monstrueusement incarnés en la Trinité FMI, BCE, CE, et symbolisée par *Merkozy* chimérique figure -, se verra durement châtié. Par la destruction sociale et l'humiliation nationale.

A l'heure où les classes dirigeantes européennes s'unifient autour du dogme selon lequel il n'est, face à la crise financière et à la dislocation de l'euro, d'autre solution que d'infliger aux peuples une sévère cure d'austérité, et de mobiliser pour ce faire les moyens disciplinaires adéquats, la tragédie grecque est de bonne pédagogie.

Après tout, cette ancienne province de l'empire ottoman et cette poignée de quelques millions de Grecs, exception faite de ses riches capitalistes, peuvent bien être sacrifiés.

Pour qui continue à voir en l'unité européenne une promesse de culture et de démocratie, de justice et de solidarité, que tout cela est de mauvais augure !

Ce que ces puissants nous disent être l'Europe, ce n'est pas notre Europe !

Lorsqu'on s'est opposé au projet de Traité constitutionnel européen, recyclé en Traité de Lisbonne, et auparavant au traité de Maastricht, qui créa l'euro et la BCE, dont on constate l'impotence face à la crise, on fut stigmatisé, dénoncé comme anti-européen primaire. Seulement altereuropéens.

Cette autre Europe, comme elle est nécessaire aujourd'hui !

Europe sociale, refusant les dramatiques régressions qu'on impose aux peuples.

Europe démocratique, ne considérant pas qu'il est aberrant de consulter les peuples quant aux décisions qui vont déterminer leur avenir. Qu'en revanche il est scandaleux d'avoir insulté en plein G20 de Cannes le chef de l'Etat grec pour envisager un référendum, de contraindre les partis grecs à signer un texte les engageant à ne rien changer à la politique suivie quels que soient les votes des Grecs lors des prochaines élections. Et, en France, de vouloir, sans consultation du peuple par référendum, adopter un Pacte, dit traité intergouvernemental, qui érige l'austérité en règle constitutionnelle.

Puisqu'en France précisément nous avons (encore ?) droit à des élections, lors desquelles tout (ou presque) peut être soumis à débat public, c'est le moment de dire quel avenir nous voulons. Et de commencer à rassembler les forces pour imposer la volonté populaire.

Et disons, prenant en compte tout ce que cela implique, que l'Europe que nous voulons, l'Europe qui a un avenir, c'est avec la Grèce !



PHOTO : G. VIDAL

